

## Situation Mensuelle de l'Etat



Mars 2022





<b>Synthèse.....</b>	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés.....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire .....</b>	<b>5</b>
<b>Dépenses.....</b>	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme .....	7
<b>Recettes .....</b>	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) .....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux .....</b>	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales.....</b>	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dettes financières de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques.....</b>	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -38,334 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mars 2022 s'élève à -38,334 Md€ contre -59,979 Md€ à fin mars 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+21,645 Md€) s'explique par une

baisse des dépenses nettes de 3,236 Md€, une hausse des recettes nettes de 17,721 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 0,688 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 92,890 Md€

*Les principales dépenses du mois (en CP)*

► **Mission Enseignement scolaire** : 7,083 Md€, essentiellement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,898 Md€), du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,991 Md€) et du programme « Vie de l'élève » (1,054 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 5,120 Md€, essentiellement au titre du programme « Infrastructures et services de transports » (2,390 Md€), du programme « Service public de l'énergie » (1,238 Md€) et du programme « Energie, climat et après-mines » (0,953 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,135 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,883 Md€), du programme « Equipement des forces » (1,119 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (1,003 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 2,596 Md€, notamment au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,138 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin mars 2022 s'élèvent à 92,890 Md€ contre 96,126 Md€ à fin mars 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-3,236 Md€) résulte essentiellement de la baisse des dépenses d'intervention à hauteur de -7,001 Md€ (montant essentiellement lié à la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour -9,326 Md€ et à la mission « Plan de relance » pour -1,650

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,469 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,333 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,075 Md€) ;

► **Mission Economie** : 2,053 Md€, essentiellement au titre du programme « Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 et en 2022 sur le compte d'affectation spéciale Participations financières de l'Etat » (1,748 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,899 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,962 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,834 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 1,789 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (1,598 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,032 Md€, essentiellement au titre du programme « Accès et retour à l'emploi » (0,905 Md€).

Md€, ainsi qu'à la mission « Ecologie, développement et mobilité durables » pour +3,313 Md€, et de la hausse des dépenses de fonctionnement à hauteur de +1,819 Md€ (montant essentiellement lié à la mission « Economie » pour +1,747 Md€) et des charges de la dette pour +1,548 Md€ (montant essentiellement lié à la mission « Engagements financiers de l'Etat » pour +1,537 Md€).

## Recettes du budget général (nettes de R&D) : 65,082 Md€

*Les principales recettes du mois*

► **IS net** : 10,364 Md€ ;

► **TVA nette** : 9,404 Md€ ;

► **Recettes non fiscales - divers** : 7,931 Md€, dont 7,400 Md€ de fonds versés par la Commission européenne dans le cadre du programme « Facilité pour la reprise et la résilience » ;

► **IR net** : 7,472 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,564 Md€, dont 1,556 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 0,903 Md€ d'autres taxes intérieures, essentiellement la TICPE ;

► **TICPE nette** : 1,639 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,040 Md€, dont 0,638 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,530 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,981 Md€, dont -2,026 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF).



## Recettes fiscales (nettes de R&D) : 69,907 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin mars 2022 s'élèvent à 69,907 Md€ contre 60,009 Md€ à fin mars 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+9,898 Md€) s'explique essentiellement par des augmentations des recettes de TVA nette pour 3,894 Md€ (essentiellement en raison d'une hausse des recettes brutes de 4,460 Md€), d'IR net pour 2,301

Md€ (essentiellement en raison d'une hausse de l'IR brut de 2,057 Md€), d'IS net pour 2,100 Md€ (essentiellement en raison d'une hausse de l'IS brut de 1,892 Md€), et d'autres recettes fiscales nettes (hors TICPE) pour 1,535 Md€ (essentiellement en raison d'une hausse des autres recettes fiscales brutes de 1,164 Md€).

## Recettes non fiscales : 9,336 Md€

Les recettes non fiscales à fin mars 2022 s'élèvent à 9,336 Md€ contre 2,463 Md€ à fin mars 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+6,873 Md€) s'explique

essentiellement par le versement de l'UE à hauteur de 7,400 Md€ pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -14,873 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin mars 2022 s'élèvent à -14,873 Md€ contre -16,115 Md€ à fin mars 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,242 Md€) s'explique essentiellement par une baisse des PSR au profit

de l'Union européenne à hauteur de 2,014 Md€ (écart lié à la modification de la liquidation de la contribution française au budget 2022 de l'UE) et une hausse des PSR au profit des collectivités territoriales à hauteur de 0,772 Md€.

## Fonds de concours : 0,711 Md€

Les fonds de concours à fin mars 2022 s'élèvent à 0,711 Md€ contre 1,004 Md€ à fin mars 2021

à périmètre constant, soit une évolution de -0,293 Md€.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -10,526 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

►Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,171 Md€ et des recettes pour 5,302 Md€ (dont 2,795 Md€ au titre de la TVA affectée suite à la réforme 2021 de la fiscalité locale, et 1,466 Md€ de TF, essentiellement en raison de la mensualisation);

►Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » enregistre des dépenses pour 2,003 Md€ (essentiellement au titre des charges

d'indexation du capital dans le cadre de remboursements d'OAT) et des recettes pour 1,919 Md€ (essentiellement au titre d'abondements par le BG);

►Le compte « **Participations financières de l'Etat** » enregistre des recettes pour 1,761 Md€ (dont 1,748 Md€ au titre d'un abondement par le BG visant à financer la souscription à l'augmentation de capital de la société EDF).

Le solde des comptes spéciaux à fin mars 2022 s'élève à -10,526 Md€ contre -11,214 Md€ à fin mars 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,688 Md€) s'explique essentiellement par une amélioration du solde des

comptes d'affectation spéciale de +1,282 Md€ (essentiellement le compte « Participations financières de l'Etat » pour 1,740 Md€ en raison d'un abondement par le BG).

## Dette financière de l'Etat au 31 mars : 2 243,568 Md€

La dette financière est en augmentation de 70,760 Md€ depuis le début de l'année 2022.

Les principaux flux nets concernent les titres négociables (hausse des OAT de +65,967 Md€ et

baisse des BTF à hauteur de -4,227 Md€), ainsi que les dettes financières et autres emprunts en hausse de +9,020 Md€ (essentiellement en raison de la reprise de la dette SNCF pour 10,000 Md€).



	Mois	Cumul à fin mars		Renvoi Page	
	Mars	2022	2021 retraité		2021 exécuté
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-708	-38 334	-59 979	-60 070	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	34 521	92 890	96 126	96 117	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	36 959	65 082	47 361	47 260	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	7 472	17 439	15 138	15 138	
- IS *	10 364	11 109	9 009	9 009	
- TVA	9 404	26 038	22 144	22 139	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 146	-10 526	-11 214	-11 214	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-873	167 239			16
Dette financière de l'Etat	28 936	2 243 568			17

\* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés  
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	1 013	994	994
Dépenses de personnel	11 332	34 450	34 038	34 068
Dépenses de fonctionnement	6 790	16 486	14 667	14 643
Charges de la dette de l'Etat	1 717	2 165	617	617
Dépenses d'investissement	1 131	4 405	4 374	4 374
Dépenses d'intervention	13 441	34 131	41 132	41 114
Dépenses d'opérations financières	108	241	305	307
<b>Total des dépenses (nettes de R&amp;D) (I)</b>	<b>34 521</b>	<b>92 890</b>	<b>96 126</b>	<b>96 117</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	32 796	69 907	60 009	59 907
Recettes non fiscales	8 304	9 336	2 463	2 463
Prélèvements sur recettes	-4 511	-14 873	-16 115	-16 114
Fonds de concours	370	711	1 004	1 004
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D) (II)</b>	<b>36 959</b>	<b>65 082</b>	<b>47 361</b>	<b>47 260</b>
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>41 470</b>	<b>79 955</b>	<b>63 476</b>	<b>63 375</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>2 439</b>	<b>-27 808</b>	<b>-48 765</b>	<b>-48 857</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	1 673	2 373	1 091	1 091
Solde des comptes de concours financiers	-4 463	-13 144	-12 777	-12 777
Solde des comptes de commerce	-351	268	503	503
Solde des comptes d'opérations monétaires	-5	-22	-32	-32
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-3 146</b>	<b>-10 526</b>	<b>-11 214</b>	<b>-11 214</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-708</b>	<b>-38 334</b>	<b>-59 979</b>	<b>-60 070</b>



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>11 332</b>	<b>34 450</b>	<b>34 038</b>	<b>34 068</b>
Rémunérations d'activité	6 555	19 855	19 595	19 607
Cotisations et contributions sociales	4 676	14 293	14 258	14 277
Prestations sociales et allocations diverses	102	301	184	185
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>23 188</b>	<b>58 440</b>	<b>62 088</b>	<b>62 049</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>1 013</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6 790</b>	<b>16 486</b>	<b>14 667</b>	<b>14 643</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 507	8 939	6 701	6 695
Subventions pour charges de service public	2 283	7 547	7 966	7 947
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>1 717</b>	<b>2 165</b>	<b>617</b>	<b>617</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	1 717	2 165	617	617
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 131</b>	<b>4 405</b>	<b>4 374</b>	<b>4 374</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	741	2 944	3 109	3 109
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	390	1 461	1 265	1 265
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>13 441</b>	<b>34 131</b>	<b>41 132</b>	<b>41 114</b>
Transferts aux ménages	4 232	15 383	16 117	15 953
Transferts aux entreprises	4 739	9 224	17 120	17 223
Transferts aux collectivités territoriales	1 170	2 541	1 956	1 978
Transferts aux autres collectivités	3 190	6 756	5 923	5 944
Appels en garantie	111	226	16	16
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>108</b>	<b>241</b>	<b>305</b>	<b>307</b>
Prêts et avances	0	0	0	1
Dotations en fonds propres	108	131	197	197
Dépenses de participations financières	1	110	109	109
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>34 521</b>	<b>92 890</b>	<b>96 126</b>	<b>96 117</b>





	Mois de mars		Cumul à fin mars 2022		Cumul à fin mars 2021	Cumul à fin mars 2021
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	retraité	consommé
					CP consommés	CP
unité : million d'€.						
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>242</b>	<b>322</b>	<b>1 348</b>	<b>1 172</b>	<b>860</b>	<b>859</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	190	221	887	816	503	503
Diplomatie culturelle et d'influence	23	77	338	241	242	242
Français à l'étranger et affaires consulaires	28	24	123	115	115	114
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>407</b>	<b>377</b>	<b>1 153</b>	<b>1 078</b>	<b>973</b>	<b>973</b>
Administration territoriale de l'Etat	215	204	585	558	510	511
Vie politique <sup>(1)</sup>	42	30	172	138	110	114
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	151	142	397	382	353	348
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>216</b>	<b>200</b>	<b>683</b>	<b>624</b>	<b>576</b>	<b>576</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	113	100	415	360	315	315
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	59	54	131	127	122	123
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	45	46	136	136	139	139
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>114</b>	<b>138</b>	<b>280</b>	<b>717</b>	<b>518</b>	<b>518</b>
Aide économique et financière au développement	3	31	7	159	148	148
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	111	107	273	558	370	370
Restitution des "biens mal acquis" <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>15</b>	<b>68</b>	<b>1 383</b>	<b>1 265</b>	<b>1 372</b>	<b>1 372</b>
Liens entre la Nation et son armée <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	2	2
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation <sup>(1)</sup>	15	12	1 306	1 188	1 348	1 348
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	55	77	77	22	22
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>349</b>	<b>222</b>	<b>13 771</b>	<b>3 576</b>	<b>3 465</b>	<b>3 471</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	265	157	451	186	267	275
Aide à l'accès au logement	0	1	13 005	3 268	3 119	3 119
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	7	10	18	22	16	17
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	3	12	52	40	37	35
Politique de la ville	68	30	99	41	14	14
Interventions territoriales de l'Etat	5	12	146	18	11	11
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>56</b>	<b>57</b>	<b>196</b>	<b>203</b>	<b>197</b>	<b>197</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	36	38	96	105	103	103
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	41	41
Cour des comptes et autres juridictions financières	19	19	56	54	53	53
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>417</b>	<b>268</b>	<b>801</b>	<b>565</b>	<b>536</b>	<b>537</b>
Patrimoines	77	81	206	152	204	203
Création	173	85	220	107	132	131
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	101	42	189	126	29	32
Soutien aux politiques du ministère de la culture	66	61	186	179	171	171
<b>DEFENSE</b>	<b>3 792</b>	<b>4 135</b>	<b>13 825</b>	<b>13 404</b>	<b>13 415</b>	<b>13 414</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	159	129	628	513	430	430
Préparation et emploi des forces	855	1 003	2 390	2 987	2 826	2 825
Soutien de la politique de la défense	1 846	1 883	8 639	5 686	5 676	5 676
Equiperment des forces	932	1 119	2 168	4 218	4 483	4 483
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>93</b>	<b>129</b>	<b>288</b>	<b>235</b>	<b>173</b>	<b>170</b>
Coordination du travail gouvernemental	71	91	189	166	148	148
Protection des droits et libertés	5	32	61	53	25	23
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022	17	7	37	17	0	0
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>4 660</b>	<b>5 120</b>	<b>18 441</b>	<b>9 116</b>	<b>5 787</b>	<b>5 788</b>
Infrastructures et services de transports	1 910	2 390	5 985	2 587	1 989	1 989
Affaires maritimes	4	17	91	56	33	33
Paysages, eau et biodiversité	27	11	82	35	35	34
Expertise, information géographique et météorologie	8	1	417	137	140	140
Prévention des risques	26	173	655	219	175	175
Energie, climat et après-mines	1 662	953	2 095	1 149	244	244
Service public de l'énergie	651	1 238	8 004	3 886	2 123	2 123
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	252	217	867	803	817	817
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	119	119	243	243	232	232



	Mois de mars		Cumul à fin mars 2022		Cumul à fin mars 2021	Cumul à fin mars 2021
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	retraité	consommé
					CP consommés	CP
unité : million d'€.						
<b>ECONOMIE</b>	<b>2 068</b>	<b>2 053</b>	<b>2 291</b>	<b>2 232</b>	<b>704</b>	<b>705</b>
Développement des entreprises et régulations	54	39	184	128	339	340
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	36	36	105	102	98	98
Stratégies économiques	230	230	254	254	267	267
Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 et en 2022 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" <sup>(1)</sup>	1 748	1 748	1 748	1 748	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>1 684</b>	<b>1 789</b>	<b>2 247</b>	<b>2 327</b>	<b>508</b>	<b>508</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	1 598	1 598	1 922	1 922	385	385
Appels en garantie de l'Etat	86	111	315	315	16	16
Epargne	0	0	10	10	27	27
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	80	0	80	80	80
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>7 342</b>	<b>7 083</b>	<b>20 971</b>	<b>20 505</b>	<b>20 035</b>	<b>20 036</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 989	1 991	6 057	6 055	5 942	5 942
Enseignement scolaire public du second degré	2 894	2 898	8 737	8 729	8 633	8 634
Vie de l'élève	1 206	1 054	2 763	2 529	2 391	2 391
Enseignement privé du premier et du second degrés	812	794	2 272	2 230	2 178	2 178
Soutien de la politique de l'éducation nationale	311	213	758	591	535	537
Enseignement technique agricole	131	133	383	370	356	355
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES</b>	<b>912</b>	<b>830</b>	<b>2 642</b>	<b>2 460</b>	<b>2 447</b>	<b>2 461</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	697	627	1 997	1 856	1 861	1 858
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	74	68	241	212	206	219
Facilitation et sécurisation des échanges	141	134	404	392	380	384
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>152</b>	<b>130</b>	<b>585</b>	<b>292</b>	<b>304</b>	<b>304</b>
Immigration et asile	76	62	484	216	228	228
Intégration et accès à la nationalité française	77	68	101	76	76	76
<b>INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030 <sup>(1)</sup></b>	<b>8 150</b>	<b>0</b>	<b>8 150</b>	<b>0</b>	<b>112</b>	<b>110</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	0	0
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	110	110
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0	0
Financement des investissements stratégiques	8 150	0	8 150	0	0	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	0	0	2	0
<b>JUSTICE</b>	<b>766</b>	<b>774</b>	<b>3 017</b>	<b>2 681</b>	<b>2 518</b>	<b>2 518</b>
Justice judiciaire	331	321	1 224	1 053	991	991
Administration pénitentiaire	309	315	982	1 002	950	951
Protection judiciaire de la jeunesse	64	81	352	220	209	209
Accès au droit et à la justice	16	15	289	284	254	254
Conduite et pilotage de la politique de la justice	46	42	169	121	113	112
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	1	1
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>228</b>	<b>86</b>	<b>287</b>	<b>129</b>	<b>105</b>	<b>104</b>
Presse et médias	10	12	69	55	41	41
Livre et industries culturelles	217	74	218	75	63	63
<b>OUTRE-MER</b>	<b>88</b>	<b>82</b>	<b>1 383</b>	<b>584</b>	<b>594</b>	<b>594</b>
Emploi outre-mer	50	34	1 218	458	488	488
Conditions de vie outre-mer	38	48	165	126	106	106
<b>PLAN DE RELANCE</b>	<b>693</b>	<b>862</b>	<b>949</b>	<b>1 369</b>	<b>3 279</b>	<b>3 279</b>
Écologie	355	646	572	877	652	652
Compétitivité	337	141	373	333	479	479
Cohésion	0	75	4	159	2 149	2 149
<b>PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE</b>	<b>587</b>	<b>602</b>	<b>1 311</b>	<b>1 336</b>	<b>10 826</b>	<b>10 826</b>
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	5	0	5	1 534	1 534
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	586	585	1 302	1 312	9 110	9 110
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	0	0	105	105
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	1	11	10	19	77	77
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 013</b>	<b>1 013</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
Présidence de la République	0	0	105	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518	518
Sénat	0	0	339	339	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	16	16	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1



	Mois de mars		Cumul à fin mars 2022		Cumul à fin mars 2021 retraité	Cumul à fin mars 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>2 827</b>	<b>2 596</b>	<b>23 630</b>	<b>7 785</b>	<b>7 575</b>	<b>7 581</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	244	159	13 366	3 519	3 363	3 360
Vie étudiante	34	281	1 852	1 065	1 087	1 087
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	546	1 138	5 258	1 718	1 688	1 677
Recherche spatiale	1 519	601	1 580	601	571	591
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	385	387	1 172	702	707	707
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	39	11	299	121	101	101
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	60	20	102	60	59	59
<b>RÉGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>0</b>	<b>504</b>	<b>5 486</b>	<b>1 940</b>	<b>1 943</b>	<b>1 943</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	343	3 721	1 296	1 287	1 287
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	68	735	269	271	271
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	92	1 029	375	384	384
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>465</b>	<b>401</b>	<b>716</b>	<b>722</b>	<b>475</b>	<b>476</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	464	337	653	653	343	344
Concours spécifiques et administration	1	64	64	69	132	132
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>9 852</b>	<b>9 866</b>	<b>29 841</b>	<b>29 848</b>	<b>30 101</b>	<b>30 101</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	9 401	9 416	28 561	28 568	28 397	28 397
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	450	450	1 280	1 280	1 704	1 704
<b>SANTE</b>	<b>45</b>	<b>20</b>	<b>1 081</b>	<b>456</b>	<b>477</b>	<b>477</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	45	20	116	70	99	99
Protection maladie	0	0	965	386	377	377
<b>SECURITES</b>	<b>1 819</b>	<b>1 899</b>	<b>5 581</b>	<b>5 332</b>	<b>5 127</b>	<b>5 127</b>
Police nationale	966	962	2 845	2 806	2 644	2 644
Gendarmerie nationale	800	834	2 594	2 366	2 363	2 363
Sécurité et éducation routières	3	3	11	5	5	5
Sécurité civile	50	101	130	154	115	115
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>1 682</b>	<b>2 469</b>	<b>25 811</b>	<b>7 351</b>	<b>8 247</b>	<b>8 030</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	198	1 075	11 926	3 672	3 611	3 392
Handicap et dépendance	1 414	1 333	13 138	3 293	4 268	4 269
Egalité entre les femmes et les hommes	1	2	3	3	2	2
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	59	48	734	372	365	368
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation	10	10	10	10	0	0
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>494</b>	<b>218</b>	<b>773</b>	<b>353</b>	<b>272</b>	<b>272</b>
Sport	13	13	276	137	186	186
Jeunesse et vie associative	481	205	497	217	86	86
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	0	0	0	0
<b>TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES</b>	<b>61</b>	<b>56</b>	<b>159</b>	<b>92</b>	<b>87</b>	<b>72</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	2	13	4	23	9	9
Transformation publique <sup>(1)</sup>	8	10	20	18	14	12
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques	0	0	1	0	2	2
Fonction publique	48	31	125	43	53	49
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques <sup>(2)</sup>	3	3	9	9	9	0
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>990</b>	<b>1 032</b>	<b>3 015</b>	<b>1 976</b>	<b>1 629</b>	<b>1 824</b>
Accès et retour à l'emploi	961	905	2 773	1 695	1 584	1 598
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	-26	68	48	115	-138	52
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	1	25	9	9	9
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	55	58	169	157	173	164
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>51 264</b>	<b>44 387</b>	<b>193 106</b>	<b>122 738</b>	<b>126 227</b>	<b>126 218</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>41 413</b>	<b>34 521</b>	<b>163 265</b>	<b>92 890</b>	<b>96 126</b>	<b>96 117</b>

<sup>(1)</sup> Modification de libellé en LFI 2022

<sup>(2)</sup> Création en LFI 2022

<sup>(3)</sup> Suppression en LFI 2022



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>7 704</b>	<b>23 274</b>	<b>21 217</b>	<b>21 217</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>139</b>	<b>446</b>	<b>446</b>	<b>436</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>12 237</b>	<b>14 569</b>	<b>12 556</b>	<b>12 556</b>
Impôt sur les sociétés	11 924	14 226	12 334	12 334
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	210	240	222	222
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	102	102	0	0
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>1 040</b>	<b>3 958</b>	<b>3 770</b>	<b>3 758</b>
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	88	288	185	185
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	69	764	558	558
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	43	223	222	222
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	3	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	1	2	2
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	13	6	6
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	7	13	7	7
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	8	26	26	26
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	638	1 978	1 674	1 674
Taxe sur les services numériques	5	10	12	12
Taxe d'habitation sur les résidences principales	124	419	902	902
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	13	44	59	59
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Recettes diverses	41	176	117	105
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 815</b>	<b>4 857</b>	<b>4 784</b>	<b>4 726</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>16 164</b>	<b>43 238</b>	<b>38 778</b>	<b>38 773</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>3 564</b>	<b>9 414</b>	<b>8 559</b>	<b>8 544</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	82	260	141	141
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	19	53	37	37
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	9	32	17



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2022	2021 retraité	2021 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	240	754	776	776
Mutations à titre gratuit par décès	1 316	3 111	2 836	2 836
Contribution de sécurité immobilière	78	219	209	209
Autres conventions et actes civils	34	101	104	104
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	51	140	142	142
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	51	151	114	114
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	15	38	28	28
Timbre unique	21	104	65	65
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	64	123	161	161
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	903	2 411	2 430	2 430
Autres droits et recettes accessoires	1	1	1	1
Amendes et confiscations	4	13	10	10
Taxe générale sur les activités polluantes	7	16	4	4
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	10	33	15	15
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	5	149	9	9
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	12	13	13
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	17	20	16	16
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	341	587	649	649
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	57	155	14	14
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	30	98	80	80
Prélèvement sur les paris sportifs	74	199	214	214
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	8	27	28	28
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	79	449	326	326
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	54	181	101	101
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>42 663</b>	<b>99 755</b>	<b>90 110</b>	<b>90 009</b>
<b>TOTAL GENERAL (net de R&amp;D)</b>	<b>32 796</b>	<b>69 907</b>	<b>60 009</b>	<b>59 907</b>



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>0</b>	<b>16</b>	<b>14</b>	<b>14</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	0	15	14	14
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>145</b>	<b>372</b>	<b>422</b>	<b>422</b>
Revenus du domaine public non militaire	35	99	52	52
Autres revenus du domaine public	1	1	1	1
Revenus du domaine privé	87	158	153	153
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	23	115	214	214
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	0	0
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>142</b>	<b>378</b>	<b>312</b>	<b>312</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	64	64	36	36
Autres frais d'assiette et de recouvrement	74	286	273	273
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	23	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	2	2	1	1
Autres recettes diverses	3	3	1	1
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>4</b>	<b>49</b>	<b>59</b>	<b>59</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	1	15	15	15
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	2	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0
Intérêts des autres prêts et avances	1	15	6	6
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	11	28	28
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	6	4	4



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>82</b>	<b>261</b>	<b>607</b>	<b>607</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	14	43	255	255
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	7	143	143
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	2	2	2
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	65	157	156	156
Frais de poursuite	1	4	3	3
Frais de justice et d'instance	1	2	2	2
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	1	1	0	0
<b>Divers (F)</b>	<b>7 931</b>	<b>8 261</b>	<b>1 050</b>	<b>1 050</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	348	348	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	73	179	39	39
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	8	40	6	6
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	3	3	3
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	1	1	1
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	2	2	2
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	1	2	2
Récupération d'indus	2	5	9	9
Recouvrements après admission en non-valeur	12	38	33	33
Divers versements de l'Union européenne	7 400	7 400	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	10	9	9
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	7	6	6
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	38	118	137	137
Produits divers	1	4	703	703
Autres produits divers	41	105	100	100
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>8 304</b>	<b>9 336</b>	<b>2 463</b>	<b>2 463</b>



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-2 981</b>	<b>-8 316</b>	<b>-7 544</b>	<b>-7 544</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 026	-6 044	-6 103	-6 096
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-1	-1
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-4	-4	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-411	-651	-668	-668
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	3	-1	-1
<b>Dotations</b> élu local	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	7	0
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	0	-1	0	0
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-240	-721	-714	-714
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-6	-6	-12	-12
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-27	-27	-27
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-1	-1	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	-27	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-23	-23	-23
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	5	0	0
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	-2	-2
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-276	-818	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-1 530</b>	<b>-6 557</b>	<b>-8 571</b>	<b>-8 571</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-4 511</b>	<b>-14 873</b>	<b>-16 115</b>	<b>-16 114</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	351	639	915	915
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	19	72	89	89
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>370</b>	<b>711</b>	<b>1 004</b>	<b>1 004</b>





	Mois de mars		Cumul à fin mars								
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes		
			2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté
	unité : million d'€.										
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 149</b>	<b>6 822</b>	<b>15 164</b>	<b>15 083</b>	<b>15 083</b>	<b>17 537</b>	<b>16 174</b>	<b>16 174</b>	<b>2 373</b>	<b>1 091</b>	<b>1 091</b>
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	17	161	38	51	51	406	378	378	368	327	327
Développement agricole et rural	2	3	4	3	3	10	12	12	6	9	9
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	36	32	78	4	4	94	94	94	16	90	90
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	20	31	46	40	40	94	112	112	48	72	72
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	34	121	121	0	0	0	-34	-121	-121
Participations financières de l'Etat	208	1 761	299	402	402	1 778	141	141	1 479	-261	-261
Pensions	4 866	4 835	14 667	14 461	14 461	15 155	15 436	15 436	488	975	975
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>10 175</b>	<b>5 712</b>	<b>30 187</b>	<b>30 569</b>	<b>30 569</b>	<b>17 043</b>	<b>17 792</b>	<b>17 792</b>	<b>-13 144</b>	<b>-12 777</b>	<b>-12 777</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	1	1 100	2 038	2 038	1	0	0	-1 099	-2 038	-2 038
Avances à l'audiovisuel public	308	166	925	1 240	1 240	567	407	407	-359	-833	-833
Avances aux collectivités territoriales	9 171	5 302	27 175	26 824	26 824	16 021	17 204	17 204	-11 154	-9 620	-9 620
Prêts à des Etats étrangers	306	148	357	43	43	269	181	181	-87	137	137
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	390	94	630	424	424	185	0	0	-445	-423	-423
<b>Comptes de commerce</b>	<b>2 678</b>	<b>2 327</b>	<b>3 473</b>	<b>1 564</b>	<b>1 564</b>	<b>3 741</b>	<b>2 068</b>	<b>2 068</b>	<b>268</b>	<b>503</b>	<b>503</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	78	175	210	163	163	357	184	184	147	21	21
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	20	15	47	43	43	45	42	42	-2	-1	-1
Couverture des risques financiers de l'Etat	97	97	102	430	430	102	430	430	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	52	52	114	88	88	227	153	153	113	65	65
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	2 003	1 919	2 506	717	717	2 583	1 044	1 044	77	327	327
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	6	16	13	12	12	27	18	18	14	7	7
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	1	7	6	6	4	6	6	-3	-1	-1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	419	53	475	105	105	396	190	190	-79	85	85
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>255</b>	<b>250</b>	<b>495</b>	<b>394</b>	<b>394</b>	<b>473</b>	<b>362</b>	<b>362</b>	<b>-22</b>	<b>-32</b>	<b>-32</b>
Emission des monnaies métalliques	8	3	50	39	39	28	8	8	-22	-31	-31
Opérations avec le Fonds Monétaire International	247	247	445	354	354	445	353	353	0	-1	-1
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>18 257</b>	<b>15 111</b>	<b>49 319</b>	<b>47 610</b>	<b>47 610</b>	<b>38 794</b>	<b>36 395</b>	<b>36 395</b>	<b>-10 526</b>	<b>-11 215</b>	<b>-11 215</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>18 010</b>	<b>14 864</b>	<b>48 874</b>	<b>47 256</b>	<b>47 256</b>	<b>38 348</b>	<b>36 042</b>	<b>36 042</b>	<b>-10 526</b>	<b>-11 214</b>	<b>-11 214</b>



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2022
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		290	-28	262
	<b>Organismes à caractère financier</b>	Caisse des Dépôts et Consignations	17	-1	16
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	3 770	13	3 783
		<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>4 077</b>	<b>-16</b>	<b>4 061</b>
	<b>CEPL</b>	Régions	5 471	-965	4 505
		Départements	10 159	875	11 034
		Communes	29 107	-1 467	27 640
		Etablissements publics de coopération intercommunale	18 991	359	19 350
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 366	-87	2 279
		Autres	9 903	-660	9 243
		<b>Total CEPL</b>	<b>75 996</b>	<b>-1 945</b>	<b>74 051</b>
		<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>8 128</b>	<b>878</b>	<b>9 007</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	28 089	-5 683	22 406
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	23 988	-901	23 087
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 771	-2	4 769
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 174	-185	1 990
		<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>59 022</b>	<b>-6 771</b>	<b>52 252</b>
		<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>10 453</b>	<b>179</b>	<b>10 633</b>
		<b>Union européenne</b>	<b>4 042</b>	<b>-834</b>	<b>3 208</b>
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 800	6	5 806	
	GIP	1 616	7	1 623	
	EPL	2 662	1 054	3 717	
	Autres correspondants	2 997	-180	2 817	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	21	-21	0	
	<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>13 096</b>	<b>867</b>	<b>13 962</b>	
	<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>174 815</b>	<b>-7 641</b>	<b>167 174</b>	
<b>Comptes à terme</b>	Placements des CEPL sur un compte à terme	47	19	66	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>47</b>	<b>19</b>	<b>66</b>	
	<b>Total Passif (A)</b>	<b>174 862</b>	<b>-7 622</b>	<b>167 240</b>	
	Créances résultant des placements des deniers pupillaires	0	0	0	
	Découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	<b>Total Actif (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>	<b>174 861</b>	<b>-7 622</b>	<b>167 239</b>	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2022
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>2 145 136</b>	<b>61 740</b>	<b>2 206 876</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 989 757</b>	<b>65 967</b>	<b>2 055 724</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 989 757	65 967	2 055 724
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 753 395	56 711	1 810 106
- <i>taux variable</i>	208 430	8 924	217 354
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>155 379</b>	<b>-4 227</b>	<b>151 152</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	155 379	-4 227	151 152
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>27 673</b>	<b>9 020</b>	<b>36 692</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>2 172 809</b>	<b>70 760</b>	<b>2 243 568</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2021 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2021 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2022.

#### **Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### **Dette financière de l'Etat**

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **FMI : Fonds Monétaire International**

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R&D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.